



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 24 novembre 2008

N° 351

PRIX : 0,60 Euro



LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS À

FAIRE LES FRAIS DU CAPITALISME EN CRISE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

é d i t o r i a l

Les classes pauvres n'ont pas à faire les frais du capitalisme en crise

Page 3

Barack Obama président, ce n'est pas une victoire pour les pauvres

Page 4

RDC: Pendant que les dictateurs et les seigneurs de guerre terrorisent la population, le pillage des richesses continue

Page 7

Côte d'Ivoire

- Le faux suspense autour du report de l'élection présidentielle
- Les miliciens au service du pouvoir sont toujours là (p. 8)
- Malgré la suppression de la carte de séjour, les ressortissants de la CEDEAO continuent d'être humiliés et rackettés (P. 9)

Page 10

Des centaines de travailleurs expulsés de la Libye

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :
Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

**LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS À FAIRE
LES FRAIS DU CAPITALISME EN CRISE**

Actuellement le système financier international est en crise. A l'origine il y a eu la crise immobilière américaine. Elle avait débouché sur la faillite de nombreuses grandes banques. Ces faillites en série, parties des Etats-Unis ont affolé les marchés boursiers du monde entier. Des sommes colossales sont parties en fumée en l'espace de peu de temps. C'est que les Etats-Unis sont la plus grande puissance mondiale et lorsque leur système trébuche, tout le reste du monde a mal aux pieds et se met à boiter.

Le système financier international forme un tout. Les grandes banques de toute la planète s'échangent entre elles quantités d'actions, de titres, de devises et aussi des "produits dérivés". C'est ainsi qu'après les Etats-Unis, la crise financière a affecté tous les continents.

La banque centrale européenne (BCE) ainsi que les Etats, interviennent à tour de bras pour sauver les établissements financiers en faillite. Des sommes d'argent colossales sont mises à leur disposition en vue d'enrayer la crise. Malgré cela la tempête financière continue. Les dirigeants des grandes puissances multiplient leurs rencontres et organisent des sommets appelés G7, G8, G20, etc. Cela traduit leur affolement et finalement leur impuissance à faire face à la furie de ce système devenu fou. Ils ne font que constater l'échec des différents plans de sauvetage mis en oeuvre par les gouvernements et les banques centrales.

L'économie capitaliste est malade et cette maladie ne fait qu'empirer menaçant une faillite généralisée du système. Les spécialistes et autres experts sont déboussolés et réclament tous la réforme du système financier international.

En réalité ce système (le capitalisme) qui à ses débuts était à l'origine de grands progrès pour l'humanité est devenu au fil des ans sénile et nuisible. Socialement c'est une organisation injuste. Economiquement, le capitalisme est irrationnel et humainement il est insupportable.

Aux Etats-Unis plus de deux millions de gens sont déjà les victimes. Ils ont été jetés à la rue parce qu'ils n'étaient plus en situation de régler les remboursements de leur logement aux banques.

Dans ce pays le plus riche du monde des millions de travailleurs sont mis à la porte des entreprises au fur et à mesure que celles-ci ferment. Une partie des classes populaires est poussée vers une misère effroyable.

Dans les pays pauvres, les conséquences sont infiniment plus dramatiques. En temps ordinaire des centaines de millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim. Qu'est-ce qu'ils vont devenir ?

Les dirigeants politiques et économiques qui ont été prompts à décaisser des sommes faramineuses pour tenter de secourir les criminels de la finance, ne font rien face à la dégradation accélérée des conditions de vie des classes laborieuses. Au contraire c'est à celles-là qu'ils s'approprient tous à faire payer la crise. Et cela ils l'ont déjà commencé.

Cette organisation qui ruine

l'existence de la majorité pour enrichir une minorité, elle mérite de disparaître. Pour les travailleurs et les classes pauvres, partout dans le monde, il faut une politique visant à remplacer ce système inhumain par un système plus juste basé sur la satisfaction des besoins de tous les êtres humains.

Plus que jamais le communisme est d'actualité.

BARACK OBAMA PRÉSIDENT CE N'EST PAS UNE VICTOIRE POUR LES PAUVRES



Las Vegas : la victoire de Barack Obama saluée dans la liesse par ses partisans

Barack Obama, un Noir américain est président des Etats-Unis depuis plusieurs semaines. Ce fut une grande manifestation de joie pour tous ceux qui ont voté pour lui, c'est-à-dire plus de 52% des électeurs. Bien sûr, plus particulièrement les Noirs américains et tous les antiracistes étaient les plus contents. Pour tout le monde, c'est un fait historique qu'un Noir non seulement se présente aux élections présidentielles mais en plus soit élu. C'était aussi une victoire pour ceux qui sont d'origine hispanique et indienne, et tous ceux qui sont d'origine africaine aux USA. Dans ce pays l'esclavage des Noirs n'a été aboli qu'en 1865, à la suite d'une guerre civile sanglante qui a opposé le nord et le sud du pays. Il y a une quarantaine d'années la ségrégation raciale a commencé à reculer à la suite de la lutte des Noirs pour les droits

civiques. Ce n'était pas une lutte facile, il a fallu bien des morts. Des dirigeants noirs comme Martin Luther King et Malcom X ont été assassinés.

L'enthousiasme a même débordé les Etats-Unis. Dans les pays d'Afrique noire et dans l'immigration aussi, la victoire d'Obama est accueillie avec joie. Des gens pensent qu'avec Obama les relations entre l'Afrique et les Etats-Unis peuvent changer. Beaucoup pensent que c'est un Africain qui est à la tête de l'Etat le plus puissant du monde et que par conséquent il ne va pas mener la même politique que les précédents dirigeants blancs.

Bien entendu au Kenya, pays du défunt père d'Obama, l'enthousiasme était plus grand qu'ailleurs. Ce fut une grande fête dans tout le pays et bien plus dans le village de son père. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest comme le Nigéria et le Benin, des collectifs de soutien à la candidature d'Obama ont surgi ça et là. Les résultats des votes étaient suivis à la radio et à la télévision par la plupart des gens. Ici en France on peut dire sans se tromper que l'immigration d'Afrique noire manifestait sa joie. L'espoir c'est que le rapport entre l'Afrique et les USA change. Obama est l'homme de la circonstance. Lui, originaire d'Afrique ne va tout de même pas trahir ses frères, disent en substance beaucoup de personnes.

L'enthousiasme et la satisfaction s'arrêtent là. Barack Obama gouvernera comme tous les précédents dirigeants. Il défendra les intérêts de la puissante bourgeoisie américaine. La grande bourgeoisie l'a soutenu et l'a aidé financièrement. Obama a tout fait pour se faire accepter par la classe dominante. N'importe qui ne peut pas être candidat

aux Etats Unis. Il faut avoir de l'argent et beaucoup d'argent pour mener campagne dans cet immense pays, se payer des pages de publicité, des heures d'émissions à la radio et à la télévision. La grande bourgeoisie et les financiers comptent sur sa popularité, sur le crédit dont il bénéficie dans la partie de la population qui est touchée par la crise pour lui faire accepter des sacrifices.

La crise de l'économie capitaliste sévit aux Etats-Unis et frappe durement les classes populaires. Deux millions de personnes incapables de payer les crédits bancaires de leurs logements sont jetées à la rue. D'autres ont cotisé toute leur vie à des caisses de retraite privées, aujourd'hui en faillite, et n'auront rien pour leurs vieux jours. Des entreprises licencient et des usines ferment. Aujourd'hui les patrons parlent de milliers de licenciement dans la métallurgie. Dans le pays le plus riche du monde une partie de la population est frappée par la misère.

Obama ne protégera pas les pauvres des

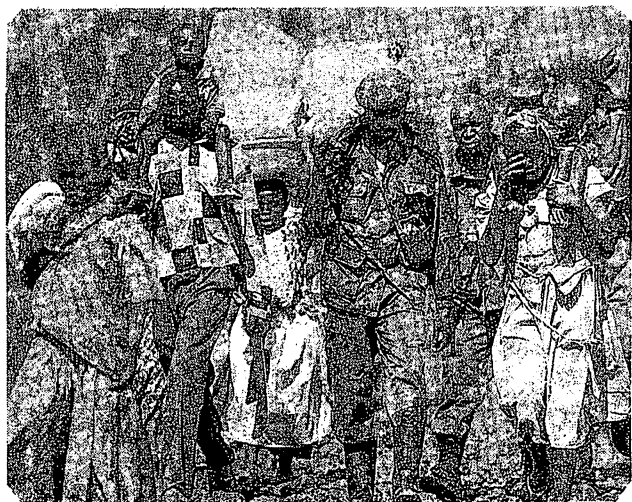
Etats-Unis et n'aura pas une politique différente des autres dirigeants américains vis-à-vis de l'Afrique. Après les indépendances, les populations d'Afrique pensaient mieux vivre avec des dirigeants bien de chez eux. En Afrique du Sud la population pensait aussi pouvoir mieux vivre avec des dirigeants noirs à la tête du pays. Le résultat, on le connaît. La seule différence est que ce sont les hommes au pouvoir qui ont changé. Les pauvres sont de plus en plus pauvres et les dirigeants bourgeois, blancs ou noirs, sont toujours au service des riches et défendent les intérêts de ceux-ci.

Les travailleurs d'Amérique ou d'Afrique ne peuvent pas espérer grand chose d'un homme que les capitalistes ont subventionné et laissé arriver au pouvoir. Obama agira toujours dans l'intérêt des capitalistes et il faut espérer que la classe ouvrière américaine tirera les leçons du passé pour réagir par la lutte et ne fera pas confiance à des hommes qui ne sont là que pour les endormir.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PENDANT QUE LES DICTATEURS ET LES SEIGNEURS DE GUERRE TERRORISENT LA POPULATION LE PILLAGE DES RICHESSES CONTINUE

Depuis plusieurs semaines, la région située autour du lac Kivu est à nouveau le théâtre d'un conflit armé. Plusieurs localités de



Les populations fuient les combats; parmi elles, des soldats de Kabila qui battent en retraite

la région de Goma sont tombées entre les mains des forces rebelles dirigées par Laurent Kunda. Ce dernier est un ancien général Tutsi déchu entré en rébellion contre le régime de Kinshasa. Il se présente comme un défenseur de la communauté congolaise Tutsi et menace de renverser le gouvernement si celui-ci refuse de discuter directement avec lui, l'indépendance du Kivu. De nombreux militaires rwandais combattent à ses côtés.

Les militaires de Kabila, l'actuel dictateur du RDC, bénéficient quant à eux de l'appui d'éléments d'origine angolaise ainsi que celui de bandes armées génocidaires hutu repliées dans cette région après la chute de l'ancien régime rwandais de Habiarimana en 1994.

Cela fait une décennie que les populations de cette région font les frais des combats meurtriers. Les tensions dans cette région ne sont pas chose nouvelle. Elles ont sans nul doute existé depuis les époques précoloniales. Entre les populations qui

vivaient dans les forêts et tiraient leur subsistance des produits de la chasse et les villages de cultivateurs, les relations n'ont certainement pas toujours été au beau fixe. On peut supposer qu'il a été de même entre ceux-ci et les éleveurs nomades qui eux avaient besoin d'espaces pour les déplacements des troupeaux et la transhumance. Mais bon an mal an, les différents groupes ethniques parfois en complémentarité parfois en opposition, au gré des périodes d'abondance ou de pénurie, finissaient par se trouver un terrain d'entente et la cohabitation était sauvegardée.

Les protagonistes d'aujourd'hui n'ont rien de commun avec ceux que nous venons d'évoquer. Il s'agit d'abord de l'Etat congolais (RDC), dictatorial et corrompu qui s'obstine à tout prix à garder sa mainmise sur cette région et surtout sur les richesses potentielles qu'elle recèle. Il s'agit aussi de seigneurs de guerres qui prennent en quelque sorte en otage les ethnies qu'ils considèrent être les leurs et au nom desquelles ils entrent en conflit les uns contre les autres. Les exploitations de certaines mines de diamant et de coltan leur permettent de financer des milices et surtout de terroriser les populations. Beaucoup de fusils mitrailleurs et autres lance roquettes circulent dans la région. Ces armements parviennent par différents canaux et les sociétés locales qui exploitent les richesses sont parfois impliquées directement dans ces agissements. En réalité, ces sociétés sont des paravents derrière lesquelles se cachent de grandes multinationales.

Des militaires de l'ONU appelés casques bleus sont présents dans tous les pays des grands lacs et au-delà dans de nombreux pays d'Afrique. Ils sont sensés maintenir le statu quo entre les seigneurs de guerre belligérants et entre ceux-ci et les armées dites loyalistes. A aucun moment les populations prises entre les mâchoires de cet étai n'ont réellement trouvé refuge et protection auprès de ces forces dites « impartiales ». L'armée gouvernementale congolaise subit actuellement de sérieux revers à quelques dizaines de km de Goma. Selon les déclarations à la presse d'officiers indiens de l'ONU en opération sur les lieux, les casques bleus ont laissé l'armée gouvernementale en déroute se livrer à des rackets, à des tortures et à toutes sortes d'actes barbares.

Mais est-ce vraiment étonnant que les troupes de l'ONU laissent faire ? Dans ce pays anciennement

colonie belge, les « observateurs » de cette instance ainsi que la CIA américaine étaient présents sur les lieux lorsque Patrice Lumumba a été assassiné lors de l'indépendance en 1960. Plus récemment, en 1994 au moment où se produisait le génocide contre les Tutsi au Rwanda, les militaires de l'ONU ont laissé le massacre se perpétuer. La région du Kivu et aussi celle de l'Ituri voisine sont des lieux très riches. Les forêts sont ravagées par les prélèvements intensifs de bois d'ébène, de palissandre et autre iroko pour alimenter l'industrie mobilière de luxe des grandes métropoles des pays riches. Des bateaux chargés de billes de bois continuent de quitter les ports malgré le tarissement progressif des ressources forestières. Des richesses minières telles que les diamants, le cassitérite et le coltan, matière très prisée par l'industrie électronique et militaire, continuent d'être extraites.

La France qui a quelque peu perdu pied dans cette région avec la chute du régime rwandais de Habyarimana suivi plus tard par celui de Mobutu au Zaïre, voudrait bien se retrouver sur un pied d'égalité avec tous les autres. C'est sans doute la raison pour laquelle Kouchner le ministre français des affaires étrangères multiplie des va et vient dans les différentes capitales de cette partie de l'Afrique. Il n'est pas le seul à procéder de la sorte, car son homologue britannique et des ministres d'autres grandes puissances se livrent à des démarches similaires. Devant les caméras, tous ces gens se gargarisent de bons mots. Ils disent que leurs motivations sont à « caractère humanitaire » et qu'ils cherchent à « restaurer la démocratie ».

Lors du conflit précédent débuté en 1998, plusieurs pays africains tels que l'Ouganda, le Rwanda l'Angola et le Tchad étaient impliqués directement et pendant plusieurs années. Si le conflit actuel perdure, il n'est pas dit qu'il reste circonscrit dans les limites actuelles. Les mêmes pays ainsi que d'autres pourraient basculer dans une escalade guerrière susceptible de mettre à feu et à sang d'énormes zones géographiques du continent. Un tel scénario catastrophe n'est pas à l'ordre du jour à l'heure actuelle et heureusement. Mais ce risque-là existe même si les grandes puissances ne cherchent pas forcément à le courir aujourd'hui. Il est vrai qu'elles sont en compétition dans la région.

La seule chose qui peut réellement stopper les intentions belligérantes des dirigeants africains et des

grandes puissances qui tirent les ficelles des marionnettes, c'est le refus des populations pauvres de laisser leurs pays entrer en guerre.

Ce serait forcément une guerre fratricide et pour des intérêts sordides qui ne sont pas ceux des travailleurs et des paysans pauvres.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

LES POPULATIONS VICTIMES DE LA GUERRE POUR LE POUVOIR

Entre les accords de cessez-le-feu plus ou moins respectés ou même violés, les affrontements entre les rebelles dirigés par Laurent Nkunda et les armées loyalistes de Kabila fils continuent de faire rage. Des milliers de paysans habitant aux environs des zones de combats comme Goma, ou même pris en tenailles par les belligérants, fuient avec leurs maigres affaires.



Des réfugiés en colère jettent des pierres sur des blindés onusiens de passage

Selon Médecins sans frontières, il y aurait plus de 100000 déplacés. Les enfants et les femmes sont les plus affectés par cette guerre pour le pouvoir, en proie à des maladies comme la dysenterie. Le manque de nourriture et de médicaments ne fait qu'aggraver le cas des malades atteints par certaines maladies infectieuses à cause de la précarité qui frappe les personnes déplacées.

A cela viennent s'ajouter les exactions commises par les deux camps en conflit, sur les populations civiles en désarroi. Les rebelles massacrent les villageois qui n'ont pu fuir, les accusant de soutenir le gouvernement de Kinshasa; ils brûlent les abris, violent les femmes, détruisent les camps de réfugiés pour empêcher que des ONG ou des organisations humanitaires viennent s'y installer sous prétexte d'aider les réfugiés; quant aux militaires de Kabila, ils massacrent et pillent les zones qu'ils traversent ou qu'ils occupent.

Pour soi-disant protéger plus efficacement les populations dans les zones de combat, le Conseil de sécurité de l'ONU cherche à renforcer l'effectif des casques bleus déjà sur place à Goma; on parle d'y envoyer trente mille soldats supplémentaires.

Mais que fait la MONUC, cette force de l'ONU, sur le terrain ? Elle observe ! Elle laisse massacrer les populations par les deux camps, sans lever le bout du fusil.

En effet les casques bleus sont là pour veiller au grain des intérêts capitalistes, c'est-à-dire défendre les intérêts des multinationales qui pillent depuis des décennies les richesses minières du Zaïre, l'actuelle RDC. Ce sont les appétits et les rivalités des puissances impérialistes de ce monde pour contrôler et piller les richesses du Congo qui ont engendré entre autres, la situation présente. Alors renforcer la MONUC à Goma ? C'est illusoire car cela ne mettra pas fin à la guerre (la MONUC n'est pas là pour combattre les rebelles); elle ne mettra pas fin non plus aux souffrances des populations congolaises.

CÔTE D'IVOIRE**LE FAUX SUSPENS AUTOUR DU REPORT
DE L' ELECTION PRESIDENTIELLE**

Pour la troisième fois depuis les accords de Ouagadougou, l'élection présidentielle dont la dernière date prévue était le 30 novembre, a été reportée à une date ultérieure. Il est question maintenant qu'elle ait lieu « avant la fin du printemps 2009 ». S'agit-il du printemps de l'hémisphère nord ou de l'hémisphère sud ? Et puis qui sait quand est-ce que débute et finit le printemps dans ce pays pour la simple raison que c'est une saison qui n'existe pas sous nos latitudes ?

A vrai dire, c'était un secret de polichinelle que cette élection ne pouvait pas avoir lieu le 30 novembre. Quand on sait que dans une grande ville comme Bouaké, l'identification et l'inscription aux listes électorales ne viennent que de commencer il y a tout juste quelques jours et que dans le district d'Abidjan, elles sont loin d'être finies, il était impossible de tenir l'engagement du 30 novembre.

Les raisons invoquées pour expliquer ce report sont nombreuses et variées. Tantôt on invoque des raisons « techniques » ; tantôt on accuse le manque de formation des personnes chargées de l' « enrôlement » ; tantôt on les accuse d'avoir fait une grève pour revendiquer l'augmentation de leurs salaires ou le versement des primes qui leur ont été promises ; tantôt on dit que les centres d'enrôlement ne sont pas sécurisés, etc.

La dernière trouvaille de Gbagbo c'est de désigner les « fraudeurs » comme un des responsables de cette lenteur. Lui et son parti accusent les « non ivoiriens » de vouloir s'inscrire massivement sur les listes électorales ou de vouloir obtenir frauduleusement la carte d'identité ivoirienne. Ses services, a-t-il dit dans un récent discours, ont découvert « deux cas de fraude » dans telle région. Alors, il exhorte ses partisans à être « vigilants » pour démasquer les « fraudeurs ». Les militants et les gros bras du FPI ne se sont pas fait prier deux fois. On les voit par exemple, déguisés en « bénévoles » dans certains quartiers de Yopougon

avec leur T-shirt portant l'inscription « Je suis Ivoirien et je m'enrôle. Et toi ? ». Ils sont présents tous les jours, de l'ouverture à la fermeture des bureaux. Ils exigent que les gens qui font le rang leur présentent leur pièce d'identité. De quel droit ? Sont-ils des policiers pour avoir le droit d'exiger qu'on leur présente les pièces d'identité ? Ou bien ont-ils été mandatés par ceux qui ont la charge d'organiser les élections ? Rien de tout cela. « Nous le faisons, disent-ils, de façon bénévole, par patriotisme ». Aujourd'hui ils se contentent d'intimider. Demain ils prendront peut-être des machettes s'ils reçoivent des ordres de leurs responsables. Ils l'avaient déjà fait hier. On se souvient des tristement célèbres « escadrons de la mort ».

On le sait, Gbagbo n'est pas du tout pressé d'aller aux élections. Lui, il est assis sur le trône. Ses concurrents sont certainement plus pressés que lui car ils veulent le déloger. Cela n'a pas empêché Gbagbo de fanfaronner en disant, il n'y a pas si longtemps de cela : « Allons aux élections, vite, vite, vite ! ». Mais c'était « vite » à l'allure de la tortue !

Tous disent qu'ils veulent une élection « propre ». Mais tout ce cinéma autour des raisons du report et de la nouvelle date permet aux tenants du pouvoir comme à ceux de l' « opposition » de faire diversion auprès de la population laborieuse. Cela leur permet de détourner l'attention des travailleurs et des petites gens des véritables problèmes que sont la cherté de la vie, les bas salaires, les mauvaises conditions de vie dans les quartiers pauvres, les délabrements des hôpitaux et des écoles publiques, etc.

Il faut que nous sachions que quelle que soit la date qu'ils choisiront et quel que soit le vainqueur, les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire quant à l'amélioration de leurs conditions d'existence. Leur salut ne viendra jamais d'une élection, quelle qu'elle soit, mais de leur propre capacité à s'organiser et à imposer leurs revendications au patronat et au pouvoir qui est à son service.

CÔTE D'IVOIRE**LES MILICIENS AU SERVICE
DU POUVOIR SONT TOUJOURS LÀ !**

Cela fait des années que Gbagbo et consorts parlent de « paix » et de « réconciliation » dans ce pays. Ils font tout un cinéma sur leur prétendue volonté de « désarmer et démobiliser » les milices. Mais les beaux discours et les bonnes intentions ne peuvent pas cacher la réalité sur le terrain.

L'actualité nous rapporte en effet qu'au début du mois de novembre, ce sont d'abord 300 miliciens appartenant au Groupement des patriotes pour la paix (GPP) qui ont été « délogés » d'un complexe hôtelier délabré de Vridi. Ensuite, il y a tout juste quelques jours, ce sont 2100 autres miliciens appartenant cette fois-ci au Groupement des combattants pour la libération de Côte d'Ivoire (GCLCI) qui ont été aussi « délogés » de Biabou, une bourgade située sur la route d'Alépé, par les for-

ces armées officielles.

Ces miliciens n'étaient donc pas cachées, puisqu'ils vivaient de façon groupée, au vu et au su de tous. Qui les entretenait ? Qui les avait placés à ces endroits ? Le pouvoir dit les en avoir « délogés ». Le mot juste serait plutôt un recensement et un redéploiement des troupes, pour ne pas être trop visibles et prêter le flanc aux critiques de l'opposition.

Ainsi, Gbagbo et ses partisans prétendent vouloir aller aux élections. Mais élections ou pas, ce qu'ils veulent avant tout c'est garder le pouvoir. Sinon, pourquoi entretiennent-ils encore aujourd'hui des milices en pleine ville d'Abidjan. Leur armée, leur police et autres forces de l'ordre ne leur suffisent-elles pas ?

**POUR FAIRE FACE À LA VIE CHÈRE
IL FAUT UNE AUGMENTATION
CONSÉQUENTE DES SALAIRES !**

Le gouvernement avait présenté sa récente décision de diminuer un petit peu les prix du gaz et du carburant comme une mesure salubre pour soulager la souffrance de la population face à la cherté de la vie. Mais on constate que dans la plupart des points de vente le prix de la bouteille de gaz reste inchangé. Il en est de même pour celui du transport urbain. Face à cette non répercussion des prix à la baisse, le gouvernement s'est contenté de dire que lui, il a fait son travail et que la balle est maintenant dans le camp des commerçants et des transporteurs. Par conséquent les consommateurs et les usagers devraient se tourner vers eux. C'est un discours trompeur pour masquer sa propre responsabilité.

A quoi sert le gouvernement s'il n'est pas capable d'imposer ses décisions aux commerçants et aux transporteurs ? En réalité il a les moyens de les contraindre, tout comme il peut contraindre l'ensemble du patronat à respecter ne serait-ce que la législation sociale en vigueur qui ne lui est déjà pas

défavorable. Mais s'il ne le fait pas, c'est pour une autre raison, sociale celle-là. Ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, comme ceux d'hier, sont totalement au service de la classe possédante. Il y a mille et un liens qui les unissent socialement et humainement. Ils ont des intérêts communs. La plupart des ministres et des hauts dignitaires du régime (ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier), sont en même temps des hommes d'affaires. Quand ils ne sont pas membres des conseils d'administration des grosses entreprises, ils ont les leurs propres. Voilà pourquoi ceux qui dirigent ce pays se montrent si complaisants et compréhensifs envers les possédants, surtout les plus gros, tout étant autoritaires et méprisants envers les classes populaires.

Si le souci de nos dirigeants était d'aider les familles à faibles revenus de faire face au coût élevé de la vie, ils devraient décider unilatéralement d'augmenter de manière significative tous les salaires. Ils devraient décréter cela dans le public comme dans

le privé, à commencer par ceux qui sont au plus bas de l'échelle. Mais ils ne le font pas et ne le feront pas car ce serait aller à l'encontre de leurs propres intérêts.

Pour que les salaires des travailleurs ne soient pas rongés par les augmentations incessantes des prix des denrées et du transport, la moindre des choses c'est qu'ils soient indexés directement sur le coup réel de la vie. Or les salaires des travailleurs sont bloqués depuis des années alors qu'entre temps le

prix de toutes les choses ont augmenté en flèche. Il faut donc au moins rattraper ces années de manque à gagner pour les familles de la classe laborieuse.

Les travailleurs ne peuvent donc pas compter sur les dirigeants de ce pays pour obliger les patrons à augmenter significativement leurs salaires. Ce sont eux seuls qui pourront imposer cela par leur mobilisation et par leurs luttes collectives. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort.

CÔTE D'IVOIRE

MALGRÉ LA SUPPRESSION DE LA CARTE DE SÉJOUR, LES RESSORTISSANTS DE LA CEDEAO CONTINUENT D'ÊTRE HUMILIÉS ET RACKETTÉS.

Pour avoir refusé de payer la somme de mille francs en échange de ses pièces confisquées par des corps habillés, un petit commerçant malien s'est vu dépouiller de sa marchandise par ceux-ci à Williams ville. Un jeune Burkinabé, autre cas, a été dépouillé par des hommes en tenue parce qu'il avait, au cours d'un contrôle, présenté une carte consulaire burkinabé. A Port-bouët, un jeune étudiant ivoirien dont le nom ne sonne pas ivoirien pour les "forces de l'ordre", a failli rater sa composition parce que arrêté par eux. Il a fallu la solidarité de ses camarades pour que celui-ci soit libéré. A Yopougon, des vieux Nigériens ont essuyé les menaces et les humiliations des policiers parce que ceux-ci n'avaient pas de l'argent à leur donner en échange de leurs pièces

confisquées. La liste des exactions que subissent les pauvres gens dans les quartiers précaires et surtout les non nationaux n'est pas exhaustive.

Pourtant, il y a quelques mois, devant la communauté burkinabé vivant en Côte d'Ivoire, Gbagbo, après avoir dit qu'il supprimerait la carte de séjour, a même pris un décret à cet effet. Les cartes consulaires leur permettraient de circuler sans être inquiétés. La réalité sur le terrain est toute autre. Les corps habillés n'entendent pas appliquer ce décret. Ils traquent les travailleurs et les gens de petits métiers surtout non nationaux pour qu'ils leur payent des "droits de circulation", une nouvelle forme de racket.

=====

DES CENTAINES DE TRAVAILLEURS EXPULSES DE LA LIBYE

Au début du mois de novembre les autorités libyennes ont procédé à des expulsions massives d'étrangers, notamment des immigrés venant de l'Afrique subsaharienne. Combien de personnes ont subi un tel sort ? Il est difficile de le savoir même de



*Des travailleurs africains en Libye
dormant dans une pièce, à même le sol*

façon approximative. Ce qui est sûr c'est l'arrivée à l'aéroport de Bamako de 420 personnes au total en provenance de Tripoli dans des conditions lamentables et révoltantes. Certes elles ne sont pas arrivées enchaînées comme l'ont été celles qui, à maintes reprises étaient victimes de maltraitance par la police française. Mais leur état à l'arrivée est peu différent. Ces immigrés étaient dans un état déplorable avec des habits souvent déchirés. Certains étaient pieds nus. La plupart des travailleurs ont perdu tout ce qu'ils possédaient. Ils avaient des affaires qu'ils n'ont pas eu le temps et la possibilité de récupérer par ce qu'on les avait emprisonnés dans des centres de rétention pour sans-papiers. D'autres n'ont pas eu le temps de prendre même l'argent qu'ils possédaient.

Il faut dire aussi que la vie dans les villes de la Libye est très dure pour les travailleurs immigrés d'Afrique noire. Tout d'abord le racisme quotidien règne de la part de la population arabe, que ce soit au travail ou que ce soit dans les quartiers. Pour la plupart des immigrés sans papiers, leur objectif

premier c'est de chercher des moyens pour traverser la Méditerranée pour aller travailler en Europe. Et en attendant ils travaillent « au noir » dans le pays. Autant dire dans ce cas que, les patrons qui les embauchent ne le font qu'en payant des salaires de misère et en plus ils ne les paient pas régulièrement. Ils savent que ces travailleurs sont vulnérables et disposent de peu de moyens de défense. Sur le plan du logement, ils vivent dans des conditions très lamentables dans des bidonvilles. Il ne fait pas bon vivre pour des immigrés en Libye.

Evidemment l'arrivée de ces travailleurs à Bamako a suscité l'indignation de beaucoup de gens. Ils n'arrivaient pas à comprendre pourquoi la police de Khadafi, un dirigeant musulman, puisse agir de la sorte. D'autant plus c'est son Etat qui fait construire des mosquées dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest dont la population est musulmane en majorité. En plus, pour eux, Khadafi est le créateur de l'Union Africaine. Depuis quelques années il a remis au goût du jour le panafricanisme. Il entretient de bonnes relations avec les dirigeants africains, en particulier ceux du Mali, du Sénégal et du Burkina-Faso. Souvent on parle que la Libye fait tel ou tel type d'aide.

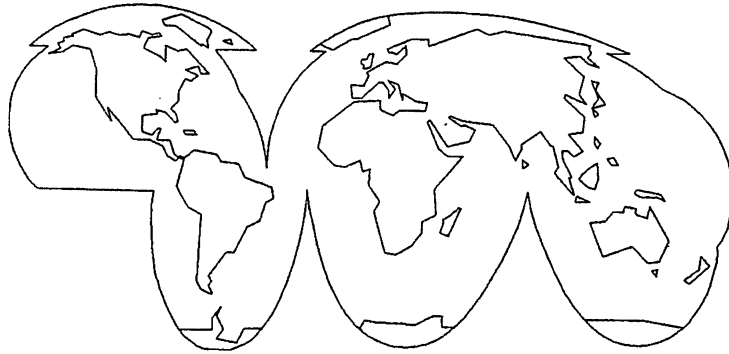
En même temps ce monsieur entretient de bonnes relations avec les Etats de l'Union Européenne. Il se met à la disposition des Etats comme l'Italie pour mener une politique de contrôle de l'immigration clandestine. L'Italie ainsi qu'un certain nombre d'Etats européens, lui accorde une aide sous couvert de « modernisation matérielle et logistique ». En réalité la Libye de Khadafi est complice de la politique de créer des prisons pour tous les gens pauvres qui chercheraient à entrer en Europe. De fait, maintenant, ce ne sont pas les Etats européens qui font des expulsions massives mais des Etats africains comme la Libye. L'aide que fait Khadafi aux Etats africains, c'est à la fois un cadeau empoisonné et l'arbre qui cache la forêt. Khadafi est devenu exécutant des sales travaux commandés par des pays capitalistes. Et il le fait en toute impunité. A tel point que, quand les expulsés sont arrivés à Bamako dans conditions révoltantes, les autorités maliennes n'ont pas dit un mot ne serait-ce que pour faire semblant de protester. Et cela a encore choqué

au sein de la population malienne.

Les hommes qui sont au pouvoir, qu'ils soient musulmans ou pas, qu'ils soient blancs ou noirs, ils sont au service des riches, des capitalistes.

On n'a aucune raison de leur faire confiance. Il est important que les travailleurs s'organisent indépendamment de ces gens là et créent leur propre organisation indépendante pour mener une lutte efficace.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.